



Table de concertation
des groupes de femmes
de la Montérégie

LETTRE OUVERTE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE



Crise du logement : Monsieur Legault, pourquoi les femmes écopent davantage ?

SAINT-LAMBERT, le 17 octobre 2022 - Il y a un peu plus de 4 ans, à la veille des élections provinciales de 2018, la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM) sonnait déjà l'alarme quant à la précarité résidentielle vécue par les femmes. Sa revendication d' « améliorer l'accès à des logements sociaux, permanents, abordables, salubres et sécuritaires, surtout des logements avec soutien communautaire répondant aux normes d'accessibilité universelle, notamment en investissant dans la construction de 50 000 nouveaux logements sociaux » urgeait le prochain gouvernement d'agir.

Monsieur Legault, alors que votre mandat se renouvelle, les groupes de femmes de la Montérégie veulent vous faire entendre leur cri du cœur. Leur constat est sans équivoque : la situation ne s'est pas seulement aggravée, elle est dramatique! Partout dans la région, tant dans les zones urbaines qu'en périphérie, les travailleuses qui forment la première ligne d'intervention rencontrent quotidiennement des femmes qui n'arrivent plus à se loger. Les augmentations aberrantes du marché locatif privé, la quantité insuffisante de logements sociaux - pour lesquels on peut voir jusqu'à sept ans d'attente - et les ressources d'hébergement qui débordent mettent les femmes en danger. « On est plus capables de référer ailleurs, tout est plein! Puis quand ce n'est pas plein, ce n'est pas adapté. Les services d'hébergement d'urgence mixte ne réservent pas de place pour les femmes. On a devant nous des femmes vulnérables, parfois à une nuit d'être dans la rue, et on a pas d'endroit sécuritaire pour elles », partage une intervenante de Longueuil.

Un choix qui n'en est pas un

La crise du logement ne touche pas uniquement la sphère de l'hébergement, mais a un effet en cascade sur tous les autres éléments de la vie des femmes, pour qui l'emprise se fait de plus en plus faible. Une intervenante de Salaberry-de-Valleyfield partage que « des femmes qui font des demandes d'aide alimentaire pour la première fois de leur vie, c'est devenu fréquent. Elles travaillent à temps plein, elles ont de bonnes jobs, mais ça ne suffit plus. Dernièrement, une femme nous a confié qu'elle avait commencé à prendre sa médication un jour sur deux pour pouvoir sauver des sous et arriver à payer son loyer, ça n'a aucun sens! Les femmes se retrouvent à faire des choix qui ne devraient pas en être ». Le portrait est similaire à Beloeil, confie une intervenante : « Ce n'est plus juste les femmes au salaire minimum qui n'arrivent plus à payer leur logement, on voit toutes sortes de professions. Et quand elles payent leur logement, elles n'ont plus d'argent pour manger, mais se font refuser l'accès aux banques alimentaires ».

L'absence de logements abordables est également lourde de conséquences pour les femmes vivant en situation de violence, expliquent des travailleuses de ressources d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale. « Avec le prix des loyers actuels, c'est pratiquement impossible de payer un appartement toute seule. Même si elles savent qu'elles sont en danger dans leur relation, on voit plusieurs femmes qui ne quittent pas leur conjoint violent parce qu'elles craignent, avec raison, de se retrouver à la rue ». De plus, « il y a aussi l'enjeu des enfants à considérer. Les femmes qui souhaitent avoir la garde de leurs enfants doivent prouver qu'elles sont en mesure d'avoir une chambre pour chaque enfant. Ça représente minimalement un 4 ½, mais elles ne peuvent pas payer pour ça et elles le savent alors elles restent en situation de violence pour ne pas perdre leurs enfants ». Si les femmes ne devraient pas avoir à choisir entre manger ou avoir un toit sur la tête, elles ne devraient pas non plus avoir à choisir entre la violence ou l'itinérance.

Une course contre la montre, parsemée d'embûches

Pour certaines femmes, la combinaison de réalités identitaires représente un frein supplémentaire à l'accès au logement. Soit parce qu'elles ne sont pas à l'aise d'utiliser les moteurs de recherche, soit parce qu'elles n'ont pas accès à internet, pour plusieurs femmes âgées le marché locatif en ligne (Kijiji, Marketplace, etc.) n'est pas accessible. En plus de la fracture numérique, pour les femmes seules, le rapport de pouvoir avec les propriétaires les expose à de plus grands risques de violence. Pour celles issues de minorités visibles discriminées, la quantité de demandes permet entre autres aux propriétaires racistes de faire le tri. Une intervenante de Salaberry-de-Valleyfield relate: « J'ai accompagné une femme au centre qui avait trouvé un logement intéressant, un peu cher, mais elle allait pouvoir y arriver. Les échanges courriels se passaient très bien avec le propriétaire. Lorsqu'elle lui a téléphoné pour confirmer la visite, le logement était subitement loué. C'est difficile de penser que ça n'a rien à voir avec son accent hispanophone ».

Des travailleuses à bout de souffle

Devant cette crise résidentielle, les organismes sont submergés. Même lorsque leur mission n'a rien à voir avec le logement, l'enjeu reste central. Une travailleuse en aide à l'emploi partage: « On est un organisme en employabilité et on a commencé à faire du dépannage alimentaire. On a une entente avec Moisson Rive-Sud qui livre directement chez nous ». Le constat est le même pour plusieurs membres : « Je travaille dans un centre de femmes et je me retrouve à faire des accompagnements à la Régie du logement pour contester des augmentations de loyer. Ce n'est pas mon travail, mais je n'ai personne à qui les référer ».

Cette détresse vécue par les femmes n'est pas sans conséquences pour les professionnelles qui se sentent démunies face au manque de solutions. Les demandes sont plus larges, les besoins plus criants, mais les ressources ne sont pas plus nombreuses... au contraire. « Il n'y a pas une semaine qui passe sans qu'en réunion d'équipe, on entende le mot impuissance. C'est épuisant. », confie une intervenante de Longueuil.

Il est minuit moins une

Le gouvernement Legault a eu quatre ans pour améliorer l'accès à des logements sociaux, permanents, abordables, salubres et sécuritaires. Aujourd'hui, les groupes de femmes de la Montérégie constatent tristement que le portrait est déplorable et très clair : la crise du logement s'étend partout en Montérégie et a des conséquences dramatiques sur les femmes. Carolle Mathieu, directrice du Centre de femmes du Haut-Richelieu et présidente du conseil d'administration de la TCGFM est sans équivoque: « il faut arrêter de penser que la crise du logement touche tout le monde de la même façon. Pour les femmes, ça représente une vulnérabilité impensable. La crise du logement a un genre et il faut le reconnaître, c'est de la vie des femmes dont il est question ».

Il y a quatre ans, on sonnait l'alarme. Aujourd'hui, on tente de donner une voix aux réalités invisibles des femmes parce qu'on n'en parle pas assez, ni dans les campagnes électorales, ni en début de mandat et surtout pas quand on est au cœur de la crise. Monsieur Legault, les membres de la TCGFM ont une question essentielle pour vous, pourquoi les femmes doivent-elles encore payer le prix ?

À propos

Créée en 1980, puis officiellement enregistrée en 1988, la TCGFM est un regroupement féministe d'organismes à but non lucratif qui œuvre dans une perspective de défense collective des droits des femmes. En favorisant la création d'une solidarité régionale entre les groupes de femmes de la Montérégie, la TCGFM a pour mission l'amélioration des conditions de vie des femmes sur les plans économique, politique et social, et l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'entre les femmes elles-mêmes.

-30-

Source

Nom, titre : Linda Crevier
Téléphone : 514-562-2436
Courriel : dq@tcgfm.qc.ca